

La voix de l'Opposition de gauche

La méthode : amplifier la collaboration de classes... et ses méfaits.

4 juillet 2012

- Le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a souhaité mardi qu'une "culture de l'accord", du "donnant-donnant" s'"impose" en France entre les syndicats, le patronat et l'État, lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée. "*La réduction du chômage et le développement de l'emploi, et donc le développement de nos entreprises, doivent être une préoccupation partagée, et je souhaite que la culture de l'accord, celle qui implique des contreparties, du donnant-donnant, s'impose peu à peu dans le dialogue et la démocratie sociale*", a déclaré le Premier ministre.

Selon lui, "*cet état d'esprit nouveau s'est déjà exprimé à travers l'organisation d'une grande conférence sociale, qui s'ouvrira dans quelques jours*", les 9 et 10 juillet. "*Il est fini le temps des sommets spectacles. Le temps où la concertation n'était conçue que pour donner l'apparence du dialogue social à la décision d'un seul*", a-t-il ajouté dans une critique aux sommets sociaux d'un jour convoqués par l'ancien président Nicolas Sarkozy. Dans ce processus de dialogue qu'il appelle de ses vœux, "*organisations d'employeurs et de salariés doivent prendre leurs responsabilités, le gouvernement prendra aussi les siennes*".

"*Tout sera mis sur la table, a-t-il promis, y compris l'intégration des représentants des salariés dans les conseils d'administration des grandes entreprises, le dialogue social territorial au niveau des bassins d'emploi, l'information en amont des représentants du personnel. Rien ne sera tabou.*" (LePoint.fr 03.07)

Qu'est-ce que signifie ce "donnant-donnant" sinon que les dirigeants syndicaux devraient continuer à barder nos droits et acquis ? Nous n'avons rien à donner aux capitalistes, nous ne leur devons absolument rien, pas davantage à l'Etat à leur solde. Par contre, nous estimons que les richesses qu'ils ont accumulées, qu'ils nous ont volées ou extorquées en toute légalité, sont uniquement le produit de la force de travail des producteurs, elles doivent leur revenir en totalité, et cela n'est pas négociable, donc toute participation à cette conférence sera considérée comme une trahison des intérêts des travailleurs, nous appelons à la boycotter.

Non, les travailleurs et leurs représentants ne pourraient être rendus responsable du chômage et de la situation économique et social du pays, seuls ceux qui détiennent le pouvoir, les capitalistes et leurs représentants dont messieurs Hollande et Ayrault en sont responsables. Nous rejetons catégoriquement ce discours qui voudrait faire porter sur les travailleurs la responsabilité de la situation actuelle. Le seul moyen de mettre fin aux maux dont souffrent les travailleurs est d'abolir les privilèges de la classe qui détient le pouvoir.

Quant aux nouveaux droits qu'il veut donner aux travailleurs dans les entreprises, comme ce fut toujours le cas dans le passé, ils consistent uniquement à enchaîner davantage les masses exploitées à la marche vers l'abîme du capitalisme qui les entraînera avec lui dans sa chute. Nous disposons de nos propres armes pour combattre et vaincre le capitalisme.

Notons au passage que dans le cadre de la répartition des rôles au sein du PS, pour faire croire qu'il existerait un véritable courant de gauche dans ce parti, Marie-Noëlle Lienemann a fait entendre sa

voix hier en critiquant le rapport de la Cours des comptes et en rappelant que « *le politique n'est pas là pour être à la botte de la Cour des comptes* », à la botte de Hollande, donc de l'Etat suffira !